

[Text]

Mr. Oostrom: Mr. Chairman, I have to go to the same function, so I appreciate that very much.

I would like to also welcome the CSN. They have given us some very good points in their brief, although some of the statements seem to be grabbed out of thin air. For example, the principle of universality is intact. I cannot emphasize that enough to you. You cannot say to the public at large that we are attacking universality. Everyone will get these allowances, everyone, even Mr. Trudeau. He also gets old age pension. All ages are receiving the allowance. So it is not a true statement that this new government has let universality go.

• 1645

On the other hand, in view of the fact that this whole measure has been in the budget already for some time, and was also announced last year already in the November statement, I wonder where you get your figures from when you say that most people in Canada are disagreeing with this government, since it has been almost a year now and since the budget was also almost a year ago and these figures have been known. In view of the public opinion polls that still express 48% confidence in this government, I wonder how many people have expressed dissatisfaction to you. How many members of your association have expressed dissatisfaction to you? Also, in view of the fact that the Minister has only received 34 letters on this particular subject, I wonder if you could indicate to me where the dissatisfaction . . . how many have expressed that to you?

Mme Simard: Premièrement, en ce qui concerne l'universalité, nous affirmons très clairement dans notre mémoire que si la valeur relative d'un programme comme celui des allocations familiales est constamment diminuée, à moyen terme, cela remettra en question le principe de l'universalité des programmes sociaux.

Je vous donne un exemple. Si chaque mère canadienne ne recevait qu'un dollar par mois par enfant, je serais en droit de dire que cette diminution est suffisante pour que les Canadiennes et les Canadiens se posent des questions sur l'efficacité réelle de ce programme universel. C'est le sens de nos propos. Nous savons très bien que la même somme continuera d'être versée pour l'ensemble des enfants, peu importe le revenu. Que la famille gagne 200,000\$ ou 10,000\$, les allocations seront les mêmes. Cependant, ce qu'il est possible de réaliser avec cette somme peut n'avoir qu'une valeur symbolique. C'est pour cela que nous disons qu'il y a de quoi s'alarmer, puisque je ne crois pas qu'il y ait un grand attachement aux sommes symboliques au Canada.

La majorité des Canadiennes et des Canadiens qui sont venus s'exprimer—c'est d'ailleurs dans le rapport du Comité permanent—ont affirmé qu'ils accordaient beaucoup d'importance au maintien d'une universalité efficace et réelle de certains programmes sociaux. Je n'ai pas besoin de vous faire un exposé sur le tollé qui s'est élevé d'un bout à l'autre du pays sur la question des prestations aux personnes âgées le printemps dernier.

[Translation]

M. Oostrom: Monsieur le président, je dois me rendre au même événement, donc, je vous remercie énormément.

Je tiens également à souhaiter la bienvenue aux représentants du CSN. Il ont soulevé des points fort intéressants dans leur mémoire, même si certaines des déclarations ne sont pas du tout fondées. En effet, le principe de l'universalité n'a pas été touché. Je ne peux trop insister sur ce point. Vous ne pouvez pas dire au public que nous nous attaquons au principe de l'universalité. Tout le monde reçoit des allocations familiales, même monsieur Trudeau. Il touche également sa pension de vieillesse. Tout le monde, à n'importe quel âge, a droit à ces allocations. Alors, il est faux de dire que le nouveau gouvernement ait abandonné l'universalité.

Par contre, étant donné que cette mesure est prévue dans le budget depuis un bon moment et qu'elle avait été annoncée l'année dernière dans la déclaration de novembre, je voudrais savoir d'où proviennent les chiffres qui vous permettent de dire que la majorité des Canadiens ne sont pas d'accord avec le gouvernement. C'est depuis presque un an que les chiffres sont connus. D'ailleurs, les sondages d'opinion publique démontrent que 48 p. 100 des Canadiens font encore confiance au gouvernement et je me dois de vous demander combien de personnes vous ont exprimé leur mécontentement? Combien de membres de votre association vous ont exprimé leur mécontentement? Puisque le Ministre n'a reçu que 34 lettres de réclamation à ce sujet, je voudrais que vous me disiez où se trouve le mécontentement. Combien de personnes vous ont fait part de leur irritation?

Mrs. Simard: First of all, as far as universality is concerned, we explain quite clearly in our brief that if the relative value of a program like the Family Allowance Program is constantly whittled away, this will eventually call into question the principle of the universality of social programs.

I will give you an example. If every Canadian mother only got \$1 a month per child, this would be just cause for Canadian men and women to ask themselves some questions on how efficient the universal program is. That is what we mean. We know that the same amount will be paid out for all children, whatever the family income. Whether the family earns \$200,000 or \$10,000, the allowance is the same. However, the purchasing power of that allowance illustrates that it has nothing more than symbolic value. That is why we maintain that there is just cause for alarm because I do not think Canadians put a great deal of stock in symbolic amounts.

Most of the people who made their views known, and they are contained in the Standing Committee report, stated that maintaining true and effective universality of some social programs was a priority for them. It is needless for me to explain the hue and cry that went up from one ocean to the other when old age benefits were on the line last spring.